Sociocriticism

XXXIX-2 | 2025
Dialogues depuis l'Amérique latine : genre, culture et épistémologies décoloniales

Silence, pouvoir et discours en Amérique latine : un dialogue entre Paulo Freire et Eni Orlandi

Silence, Power and Discourse in Latin America: A Dialogue between Paulo Freire and Eni Orlandi
Silencio, poder y discurso en América Latina: un diálogo entre Paulo Freire y Eni Orlandi

Lídia Ramires et Helson Flávio da Silva Sobrinho

http://interfas.univ-tlse2.fr/sociocriticism/4181

Référence électronique
Lídia Ramires et Helson Flávio da Silva Sobrinho, « Silence, pouvoir et discours en Amérique latine : un dialogue entre Paulo Freire et Eni Orlandi », *Sociocriticism* [En ligne], XXXIX-2 | 2025, mis en ligne le 22 janvier 2026, consulté le 25 janvier 2026. URL : http://interfas.univ-tlse2.fr/sociocriticism/4181

Silence, pouvoir et discours en Amérique latine : un dialogue entre Paulo Freire et Eni Orlandi

Silence, Power and Discourse in Latin America: A Dialogue between Paulo Freire and Eni Orlandi
Silencio, poder y discurso en América Latina: un diálogo entre Paulo Freire y Eni Orlandi

Lídia Ramires et Helson Flávio da Silva Sobrinho

PLAN

INTRODUCTION
PAULO FREIRE ET LA CULTURE DU SILENCE EN AMÉRIQUE LATINE
ENI ORLANDI ET LE SILENCE LOCAL, LA CENSURE
LE SILENCE COMME LANGAGE POLITIQUE EN AMÉRIQUE LATINE : ENTRE OPPRESSION ET RÉSISTANCE
CONSIDÉRATIONS FINALES

TEXTE

INTRODUCTION

1 Penser le silence ne signifie pas considérer l'absence de parole comme un simple effet de marginalisation sociale ou de déficit de communication, mais interroger un mode spécifique de production de sens historiquement constitué, traversé par des rapports de pouvoir, de domination et de résistance. Loin d'être un vide neutre, le silence émerge comme un opérateur central dans l'organisation des hiérarchies sociales, politiques et épistémiques qui ont marqué — et continuent de marquer — l'expérience latino-américaine depuis le processus colonial. En ce sens, analyser le silence implique de déplacer le regard au-delà des évidences du discours manifeste, en interrogeant les mécanismes qui régulent ce qui peut ou non être dit, qui peut parler et à partir de quelles positions. Il s'agit donc d'une problématique épistémologique, dans la mesure où le silence agit activement dans la constitution du savoir et de la mémoire historique, se

révélant comme une dimension structurante — et non résiduelle — de la vie sociale et politique de l'Amérique latine.

2 Ce texte propose une analyse de l'Amérique latine, et plus précisément du Brésil contemporain, en prenant le « silence » comme catégorie analytique permettant de penser les relations symboliques (langagières), traversées par l'idéologie dans les rapports d'oppression et de résistance. Pour ce faire, il met en dialogue les concepts de « culture du silence », chez Paulo Freire (2016), et de « silence local (censure) », chez Eni Orlandi (2023), en les appréhendant comme des formes distinctes mais articulables du fonctionnement du silence dans les pratiques sociales et discursives. Si, chez Freire, le silence apparaît comme un effet historique de l'oppression et de la dépendance, produisant des sujets empêchés de dire et d'intervenir dans le monde, chez Orlandi il se présente comme une dimension constitutive du discours, opérant dans la matérialité discursive par l'interdiction, l'effacement et la réorganisation du dicible.

3 À partir de cette articulation, le texte parcourt, dans un premier temps, la réflexion freirienne sur la culture du silence dans le contexte latino-américain ; il examine ensuite la contribution d'Orlandi à la compréhension du silence en tant que pratique discursive et politique, en particulier à travers la notion de « silence local (censure) » comme modalité par laquelle le pouvoir se manifeste dans le discours en interdisant le dire et, surtout, la possibilité de produire d'autres sens ; enfin, il mobilise ces apports théoriques pour analyser un recadrage discursif de la scène politique brésilienne récente, dans lequel le silence apparaît simultanément comme instrument de domination et comme lieu d'émergence de pratiques de résistance.

PAULO FREIRE ET LA CULTURE DU SILENCE EN AMÉRIQUE LATINE

4 La pensée de Paulo Freire[1] émerge, dans les années 1960 et 1970, dans un contexte marqué par de profondes contradictions politiques en Amérique latine. La région vivait alors sous le poids de régimes autoritaires et de dictatures militaires, en grande partie soutenus par des

forces extérieures, répondant à des intérêts visant à contenir les mouvements populaires et à neutraliser les projets politiques d'orientation socialiste. Au cours de cette période, plusieurs pays latino-américains ont connu de longues années de gouvernements répressifs. Au Paraguay, le général Alfredo Stroessner consolidait un régime autocratique depuis 1954. La Bolivie a traversé une succession de gouvernements militaires entre 1964 et 1978. Au Chili, à la suite du coup d'État contre Salvador Allende, le général Augusto Pinochet a pris le pouvoir en 1973. L'Argentine a subi une série de coups d'État qui ont abouti à l'instauration d'une dictature entre 1976 et 1983, tandis que l'Uruguay a vécu sous un régime militaire de 1973 à 1985. Des pays comme le Guatemala, le Honduras et le Pérou ont également traversé des processus de coups d'État et de régimes militaires marqués par la répression.

5 Les régimes autoritaires instaurés en Amérique latine ont, dans de nombreux cas, bénéficié du soutien des États-Unis dans le contexte de la Guerre froide, en cohérence avec la stratégie de *containment* visant à freiner l'expansion de gouvernements et de politiques socialistes. Les dictatures latino-américaines se sont articulées entre elles, partageant informations et stratégies de répression, tout en recevant des formations, une assistance stratégique et des financements extérieurs. Au Brésil, le coup d'État civilo-militaire a instauré un régime autoritaire qui a duré de 1964 à 1985. Comme le souligne Gaspari, dès le contexte de la destitution du président João Goulart (1961–1964), les États-Unis se déclaraient disposés à intervenir directement, en garantissant « l'approvisionnement en carburant et même en armes » (Gaspari, 2014, p. 103).

6 Marquée par la répression politique, la censure et l'approfondissement de l'exclusion sociale, cette période a produit un silence collectif dans lequel l'analphabétisme, compris par Freire comme une négation de la parole et de la participation politique, a fonctionné comme un mécanisme central de subordination. Ainsi, la *culture du silence* se constitue comme un effet historique des structures de dépendance qui limitent l'accès au savoir et à la conscience critique, tout en conduisant les sujets à intérioriser et à reproduire les rapports d'oppression qui les maintiennent.

7 À ce sujet, Paulo Freire souligne que la *culture du silence* ne peut être comprise isolément, mais comme le produit de *relations structurelles de dépendance* historiquement constituées entre dominants et dominés, lesquelles engendrent des formes spécifiques d'être, de pensée et d'expression. Comme l'affirme l'auteur, « ce n'est pas le dominant qui construit une culture et l'impose aux dominés ; cette culture est le résultat de relations structurelles entre les dominés et le dominant » (Freire, 2016, p. 110). Ce silence ne se limite donc ni au champ de l'éducation ni à celui de la politique immédiate, mais s'inscrit dans un processus historique plus large qui traverse la formation sociale latino-américaine. Dans cette perspective, Aníbal Quijano montre que la *colonialité du pouvoir* désigne la persistance des structures de domination organisées autour de l'axe colonial, même après les indépendances formelles, la construction de la nation et de l'État-nation s'étant opérée contre la majorité de la population, en particulier les peuples autochtones, les populations noires et métisses (Quijano, 2005).

8 À mesure que ces mécanismes d'oppression sont mis au jour, la proposition de Freire révèle toute sa portée politique en affirmant que le silence historiquement imposé ne constitue pas un destin, mais une *construction politique susceptible d'être déconstruite par la praxis collective.* En ce sens, la culture du silence ne se réduit pas à l'interdiction de la parole : elle implique l'imposition d'un modèle dominant d'interprétation du monde, fondé sur une logique centrée sur le Nord, qui délégitime d'autres formes de savoir, de dire et d'exister. Comme le souligne Freire, « par définition, la société dépendante est une société silencieuse, dont la voix n'est pas une voix authentique, mais un simple écho de la voix de la métropole » (Freire, 2016, p. 111), ce qui rend d'autant plus nécessaire une action libératrice collective, puisque « personne ne se libère seul » (Freire, 2024, p. 74).

9 En défendant le dialogue comme pratique libératrice, Freire s'oppose directement à cette silenciation structurelle, en proposant non seulement l'écoute, mais aussi la validation d'autres expériences et formes d'existence. C'est dans ce mouvement que sa pensée dépasse le champ strictement éducatif, se projetant comme une proposition de décolonisation de la pensée et de la pratique sociale.

10 Une fois la culture du silence comprise comme expression de la colonialité, le radicalisme de la pensée freirienne devient manifeste : pour Freire, la parole excède le champ pédagogique et se constitue comme une pratique de restitution du pouvoir historiquement soustrait aux opprimés. Il s'agit d'un acte politique de rupture avec les hiérarchies qui persistent à infériorisier les peuples et les savoirs. La rupture du silence doit ainsi être comprise comme une pratique de libération collective, par laquelle la voix des sujets réduits au silence se transforme en instrument de réinvention historique.

11 Si, comme l'a montré Quijano, la colonialité du savoir structure des hiérarchies épistémiques qui naturalisent la domination, après l'analyse de la culture du silence comme expression de la colonialité du pouvoir, nous déplaçons la réflexion vers la colonialité du savoir, telle que formulée par Walter Mignolo (2009). Pour cet auteur, la production du savoir et la légitimation des connaissances en Amérique latine demeurent ancrées dans des déterminations eurocentrées, ce qui implique la dévalorisation, l'invisibilisation ou la négation des savoirs populaires, ancestraux, locaux et subalternisés. En ces termes, « le privilège épistémique de la modernité est ce qui engendre et maintient la colonialité du savoir et de l'être » (Mignolo, 2008, p. 244).

12 Ce privilège a produit, au fil de l'histoire, l'illusion d'une science universelle, dépourvue de toute localisation. C'est pourquoi Mignolo soutient que la *géopolitique des savoirs* a mis en évidence le *privilège épistémique du Premier Monde*, lequel s'est arrogé le pouvoir de classifier, de légitimer et d'universaliser la production du savoir, effaçant ainsi sa localisation géopolitique et historique (Mignolo, 2009).

13 C'est précisément contre cette logique que s'insurge la pensée de Paulo Freire : en concevant la parole comme une pratique politique de libération, il ouvre un espace permettant aux peuples historiquement réduits au silence de réinterpréter leur propre réalité et de déstabiliser le monopole épistémique centré sur le Nord. En ce sens, la rupture du silence se configure comme un geste décolonial qui affirme la pluralité des savoirs et réinscrit l'Amérique latine comme productrice de connaissances sur sa propre histoire.

14 Dans cet horizon, la culture du silence ne se réduit pas à une condition passive ni à une simple absence de voix, mais se configure comme une forme de conscience historiquement produite. Chez

Freire, le silence est directement lié à la manière dont les sujets se perçoivent dans le monde et par rapport à celui-ci, c'est-à-dire à la façon dont ils interprètent leur propre situation historique. Il s'agit d'une conscience marquée par l'intériorisation de la dépendance, dans laquelle l'opprimé tend à considérer comme naturelles les structures qui le nient en tant que sujet de parole et d'action. Le silence, en ce sens, n'est pas seulement imposé de l'extérieur, mais incorporé comme une manière d'être-au-monde, opérant comme médiation entre la domination structurelle et la subjectivité.

15 Cette incorporation du silence révèle que l'oppression ne se soutient pas uniquement par des mécanismes coercitifs directs, mais aussi par des processus symboliques qui limitent l'accès à une interprétation critique de la réalité. En empêchant les sujets de nommer le monde à partir de leur propre expérience historique, la culture du silence agit comme un obstacle à l'historicisation de la vie sociale. C'est pourquoi, chez Freire, la lutte contre le silence ne se confond pas avec la simple amplification de la parole, mais exige la reconstruction des conditions sociales et politiques qui permettent au sujet de se reconnaître comme agent historique.

16 Dans cette perspective, la parole acquiert un statut qui dépasse la fonction strictement communicative, se constituant comme une pratique politique fondamentale. Dire le monde ne consiste pas à le décrire tel qu'il se présente, mais à intervenir dans sa signification. La culture du silence, en interdisant cette possibilité, empêche les sujets de se reconnaître comme producteurs de sens et d'histoire. Rompre le silence signifie donc instaurer une autre relation au langage, dans laquelle la parole cesse d'être l'écho de la voix dominante pour fonctionner comme un geste d'interprétation et de transformation du réel.

17 Ce déplacement est décisif pour comprendre la portée politique de la pensée freirienne dans le contexte latino-américain. La culture du silence apparaît ainsi comme l'expression d'un ordre historique fondé sur la dépendance et la colonialité, dans lequel la négation de la parole s'articule à la négation de la mémoire, du savoir et de la participation politique. En proposant le dialogue comme pratique de libération, Freire ne se contente pas d'affronter la mutité sociale produite par l'oppression, mais inaugure un horizon dans lequel le langage de-

vient un lieu privilégié de dispute des sens et de réinvention historique — horizon qui permet d'articuler sa réflexion à des approches discursives qui pensent le silence comme un fonctionnement constitutif du politique.

18 C'est à ce point qu'il devient possible de déplacer la réflexion sur le silence, en tant que condition historique de l'oppression, vers l'analyse de son fonctionnement dans la matérialité discursive. Si, chez Freire, la culture du silence révèle comment la négation de la parole produit des formes spécifiques de conscience et d'être-au-monde marquées par la dépendance et la domination, la contribution d'Eni Orlandi permet d'examiner plus précisément la manière dont ce silence opère au cœur des processus discursifs. Le passage de Freire à Orlandi n'implique donc pas une rupture théorique, mais un approfondissement analytique : il s'agit de comprendre comment l'interdiction de la parole, thématisée par Freire dans sa dimension éthico-politique et historique, s'inscrit concrètement dans les mécanismes de production des sens, en régulant le dicible et l'indicible dans des contextes socio-historiques déterminés. Dans ce déplacement, le silence cesse d'être pensé uniquement comme un effet de l'oppression pour être analysé également comme un fonctionnement discursif de silenciation, articulé à l'idéologie, à la censure et aux rapports de pouvoir qui structurent l'espace politique et symbolique de l'Amérique latine.

ENI ORLANDI ET LE SILENCE LOCAL, LA CENSURE

19 À partir d'une perspective discursive, Eni Orlandi[2] apporte une contribution théorique et politique décisive à la compréhension des formes du silence. À la différence des approches qui le considèrent comme une simple absence de parole ou comme l'effet exclusif d'une domination extérieure, l'autrice le conçoit comme un *fonctionnement discursif*, produit et maintenu au cœur des relations de langage traversées par l'histoire et l'idéologie. Il s'agit donc d'un *silence signifiant*, inscrit dans la matérialité discursive, qui ne se confond pas avec le silence physique, mais agit dans la production, la circulation et l'interdiction des sens.

20 Dans son écriture, également marquée par une dimension poétique, Orlandi explore les manières d'être dans le silence et le silence qui habite les mots eux-mêmes, affirmant qu'ils « transpirent le silence ». Dans le champ des études du langage, sa proposition se révèle polémique en ce qu'elle assume le silence comme *dimension fondatrice* du processus de signification. Comme l'affirme l'autrice : « le silence est la matière signifiante par excellence, un continuum signifiant. Le réel de la signification est le silence. Et, puisque notre objet de réflexion est le discours, nous parvenons à une autre affirmation qui en découle : le silence est le réel du discours » (Orlandi, 2023, p. 29).

21 Il convient de souligner que, pour Orlandi, reconnaître le silence comme fondateur n'implique pas de le traiter comme une origine absolue du sens ni comme un vide de signification, mais de le comprendre comme condition de possibilité du mouvement des sens et des sujets. Cette perspective met en question la centralité du langage compris uniquement comme transparence communicative et nous conduit à penser le silence comme condition même du signifier. Selon les mots de l'auteure : « Dans la perspective que nous adoptons, le silence ne parle pas. Le silence est. Il signifie. Ou plutôt : dans le silence, le sens est » (Orlandi, 2023, p. 31).

22 Il est également important de noter que la réflexion d'Orlandi dépasse la notion de silence fondateur pour s'élargir à la formulation d'une *politique du silence*, articulée autour de deux dimensions : (a) le silence constitutif, ou *silenciation* ; et (b) le silence local, compris comme censure. Le silence constitutif agit par l'effacement des énoncés au cœur même du fonctionnement discursif. Comme l'affirme l'auteure, « la politique du silence se définit par le fait que, lorsque nous disons quelque chose, nous effaçons nécessairement d'autres sens possibles, mais indésirables » (Orlandi, 2023, p. 73). Ainsi, la silenciation opère par l'exclusion de sens, produisant une absence signifiante qui structure la circulation discursive et organise le champ du dicible.

23 En formulant la notion de *politique du silence*, Eni Orlandi la comprend comme un effet de discours qui instaure l'anti-implicite. Dans cette perspective, on dit « x » afin de ne pas (laisser) dire « y », ce dernier constituant le sens à écarter du dit. Il s'agit du non-dit nécessairement exclu, par le biais duquel s'effacent les sens que l'on

cherche à éviter — des sens qui pourraient instaurer le travail signifiant d'une « autre » formation discursive (Orlandi, 2023, pp. 73-74).

24 Pour l'auteure, comprendre les formes du silence exige un déplacement de l'analyse des processus de production des effets de sens dans le discours, dans la mesure où le silence n'est ni implicite ni lacune, mais possède une historicité propre.

25 Dans cette continuité, le concept de *silence local*, tel qu'élaboré par Orlandi, aborde la censure comme un mécanisme d'interdiction qui empêche la circulation de certains dires dans des contextes socio-historiques spécifiques. L'auteure souligne que la censure ne se limite pas à un acte conscient de silenciation : « on pourrait parler de la manière dont la censure fonctionne du côté de l'oppression. Mais il n'y a là aucun mystère : on interdit certaines paroles afin d'interdire certains sens » (Orlandi, 2023, p. 76). La censure constitue ainsi une pratique discursive inscrite dans la matérialité historique, structurant ce qui est considéré comme dicible et non dicible. Comme l'affirme Orlandi, la censure instaure un jeu de rapports de force qui configure, de manière localisée, le champ du dicible. Comme le formule l'auteure, « la censure établit un jeu de relations de force par lequel elle configure ce qui, du dicible, ne doit (ne peut) pas être dit lorsque le sujet parle » (Orlandi, 2023, p. 77). Lorsque la censure intervient, le rapport au dicible se trouve ainsi déplacé : « on ne peut pas dire ce qui a été interdit », autrement dit, « on ne peut pas dire ce que l'on peut dire » (Orlandi, 2023, p. 77).Cette perspective permet de comprendre le silence de la censure non seulement comme une répression explicite, mais comme une force qui agit sur les possibilités mêmes de la discursivisation, c'est-à-dire au cœur des rapports de pouvoir qui structurent la société. Ainsi, le silence s'inscrit dans les relations de pouvoir et se révèle comme une pratique politique : il ne s'agit pas simplement de se taire ou de faire taire, mais d'organiser les sens en établissant des hiérarchies dans l'espace discursif. En disant une chose pour en laisser une autre non dite, le silence opère, sous ses multiples formes, tantôt par le blocage explicite de certains énoncés, tantôt par l'imposition de discours hégémoniques qui se substituent à des perspectives alternatives ou les obscurcissent.

26 Dans cette perspective discursive, le silence ne peut donc jamais être considéré comme neutre : il opère activement dans la structure et la

circulation des sens et participe ainsi à la construction de l'imaginaire social. Sa matérialité historique met en évidence la manière dont certaines voix sont systématiquement marginalisées, tandis que d'autres sont légitimées comme représentantes officielles d'une collectivité. Il s'agit, de façon notable, d'un processus qui dépasse la sphère individuelle et s'articule à des conjonctures socio-historiques spécifiques, dans lesquelles l'interdiction de certains dires fonctionne comme un mécanisme de maintien du *statu quo*.

27 En considérant directement le contexte latino-américain, cette réflexion permet d'analyser la manière dont le silence opère dans la constitution des identités nationales. Tout au long de l'histoire des Amériques, les peuples traditionnels, désignés comme peuples autochtones, ont été la cible de multiples formes de silenciation : de l'interdiction explicite de leurs langues et pratiques culturelles à l'imposition de récits qui ont constitué l'histoire officielle et les ont réduits à des figures folkloriques ou à des représentants d'un passé supposément révolu. Ainsi, il est rare que l'Autochtone apparaisse comme porte-parole de son propre discours ; sa voix est médiatisée, traduite et, bien souvent, déformée par des gouvernants, des religieux, des chercheurs et d'autres représentants de l'ordre colonial.

> Ce processus d'effacement de l'Autochtone de l'identité culturelle nationale s'est maintenu au fil des siècles et se produit par le biais de mécanismes variés, parmi lesquels le langage — avec la violence symbolique qui le constitue — se révèle comme l'un des plus efficaces (Orlandi, 2008, p. 66).

28 Au Brésil, par exemple, la catéchèse menée par les jésuites a restreint l'usage des langues autochtones, en les remplaçant par la langue portugaise comme instrument d'intégration forcée — parmi les plus de mille langues estimées parlées par les peuples traditionnels au moment de l'invasion portugaise, seules 274 langues autochtones ont été recensées lors de la dernière enquête officielle réalisée par le gouvernement brésilien, en 2010.

29 Au cours de la période républicaine, les peuples autochtones ont commencé à être représentés de manière mythifiée — comme des « bons sauvages » ou des héros d'un passé lointain — tout en étant simultanément exclus des pratiques politiques et sociales concrètes.

Dans d'autres pays d'Amérique latine, tels que l'Argentine et le Mexique, des processus similaires ont eu lieu : les populations traditionnelles ont été folklorisées lors de fêtes ou transformées en emblèmes culturels, tandis que leur accès effectif aux espaces décisionnels leur était refusé. L'analyse d'Eni Orlandi, en proposant une compréhension du fonctionnement politique du silence, offre des instruments conceptuels pour saisir la manière dont la censure et le silenciement structurent cette mise à l'écart, en montrant que se taire constitue également une manière de dire et, par là même, d'exercer le pouvoir.

30 L'analyse qu'Orlandi consacre au silence dans la constitution de l'identité culturelle brésilienne est fondamentale pour comprendre la force politique du silence. En interrogeant la question « comment l'Autochtone a-t-il été exclu de la langue et de l'identité nationale brésilienne ? », l'autrice met en évidence que le non-dit n'est pas une absence, mais une pratique discursive qui organise les sens et les positions historiques. L'Autochtone ne parle pas : il est parlé par des missionnaires, des scientifiques et des hommes politiques. Il s'agit d'un processus dans lequel la voix des sujets est déplacée et remplacée par des arguments qui les réduisent à la rhétorique coloniale, les empêchant de signifier en dehors de cadres idéologiques déterminés. Ce qui se construit, dès lors, est une trame de sens qui ne se contente pas d'effacer l'Autochtone, mais organise les discours nationaux de manière à légitimer la domination coloniale. Dans ce mouvement, Orlandi montre que l'effacement de l'Autochtone fonctionne comme un *présupposé idéologique* inscrit au cœur même des discours sur l'identité nationale. Comme l'affirme l'auteure, « tout discours se référant à l'identité de la culture nationale porte déjà inscrite, comme principe, l'exclusion de l'Autochtone » (Orlandi, 2008, p. 69). Cet effacement ne se donne pas à voir explicitement : il « fonctionne à travers les silences, par des pratiques qui l'attestent, mais qui ne s'exposent pas comme telles », ce qui constitue précisément la source de son efficacité (Orlandi, 2008, p. 69).

31 L'autrice montre ainsi qu'il ne s'agit pas d'un simple oubli ou d'une négligence, mais d'un travail discursif qui opère par l'exclusion et la reconfiguration des voix, s'inscrivant dans la politique du silence sous sa forme constitutive. Ce fonctionnement, loin de se limiter à la question autochtone, révèle une logique plus large de production du si-

lence, qui traverse la constitution des discours nationaux et les conflits politiques en Amérique latine.

LE SILENCE COMME LANGAGE POLITIQUE EN AMÉRIQUE LATINE : ENTRE OPPRESSION ET RÉSISTANCE

32 En reprenant l'objectif de ce texte — à savoir réfléchir, à partir des concepts de *culture du silence* (Freire) et de *silence local* (Orlandi), à certaines discursivités produites en Amérique latine, avec une attention particulière portée au Brésil —, nous retenons pour cette analyse un corpus discursif mis en circulation en 2025.

33 Comme on le sait, le Brésil a traversé — et traverse encore — un processus de crise sociale, culturelle, politique et économique qui a favorisé l'avancée de l'extrême droite. Lors de l'élection présidentielle de 2022, Jair Bolsonaro (PL – Parti libéral) et Lula (PT – Parti des travailleurs) se sont affrontés, le scrutin démocratique ayant abouti à la victoire de Lula. Toutefois, peu après l'investiture du président élu, le 8 janvier 2023, une série d'attaques et d'actes putschistes ont eu lieu, marqués par la dégradation des bâtiments des trois pouvoirs de l'État. Ces actes, qui ont constitué une atteinte directe à la démocratie et revendiquaient une intervention militaire, ont donné lieu à des enquêtes, des procès et à l'arrestation de plusieurs personnes impliquées. À la suite de ces arrestations, des discours ont émergé réclamant de l'État brésilien l'octroi d'une « amnistie » aux dits « putschistes ».

34 Parmi les diverses discursivités apparues au cours des dernières années, l'attention s'est portée sur les célébrations de l'indépendance du Brésil, le 7 septembre 2025. Ces « commémorations » ont été traversées par la présence de drapeaux des États-Unis ainsi que par des revendications d'amnistie. À la lumière de la médiation théorico-politique développée précédemment, il est possible d'analyser la manière dont la culture du silence se produit dans la relation entre le Brésil et les États-Unis. La présence du symbole nord-américain lors des célébrations de l'indépendance d'un pays latino-américain cher-

chant à rompre avec son héritage colonial met en évidence le fonctionnement de mécanismes de pouvoir et de silenciement qui affectent la démocratie brésilienne.

35 À notre sens, la présence du drapeau des États-Unis attaché au drapeau brésilien constitue une manière de dire « x » à la place de « y ». Autrement dit, la culture du silence se manifeste ici sous sa forme historique encore dominante en Amérique latine : l'indépendance du Brésil est cadrée dans un mode de signification marqué par une relation de subordination aux États-Unis. Il s'agit du fonctionnement de l'idéologie dominante chez des sujets subalternisés d'un pays historiquement situé à la périphérie du système-monde, comme c'est le cas du Brésil.

36 Pour étayer cette réflexion, nous analysons un extrait des propos de deux femmes interrogées par la BBC Brasil [3] le 7 septembre. Interrogée sur son soutien éventuel à une intervention militaire, l'une des interviewées a déclaré : « Oui, je crois que cela vient de l'extérieur ». À la question de la journaliste — « Des États-Unis ? » — elle a répondu : « Certainement. Ils sont déjà là. Parce qu'ils vont nettoyer l'Amérique du Sud ». L'autre interviewée s'est exclamée : « Grâce à Dieu, parce qu'il y a les États-Unis pour nous défendre ». Dans ces énoncés, on observe un silence significatif concernant la dictature civilo-militaire au Brésil, qui a bénéficié du soutien et du financement des États-Unis. Cette culture du silence affecte la mémoire historique en interdisant le savoir et la résistance, dans la mesure où elle convoque la reproduction et le maintien des structures d'oppression.

37 À la lumière de la pensée de Paulo Freire, ces discursivités peuvent être comprises comme l'expression contemporaine de ce que l'auteur nomme *culture du silence*, une forme de conscience historiquement produite, marquée par la dépendance et par la négation de la condition de sujet historique, dans laquelle la capacité de décision et de transformation est déplacée vers l'extérieur, réaffirmant la logique selon laquelle « la métropole parle et la société dépendante écoute ». Dans ce mode d'être-au-monde, la parole propre est remplacée par la répétition de la parole de l'autre, et l'histoire est vécue comme destin, et non comme champ de praxis, ce que révèle de manière exemplaire la présence symbolique du drapeau des États-Unis lors des célébrations de l'Indépendance du Brésil. Loin d'être un geste isolé ou sim-

plement performatif, cette mise en scène discursive manifeste la persistance d'un discours façonné par la dépendance, dans lequel la culture du silence ne se soutient pas uniquement par la répression explicite, mais aussi par l'intériorisation de valeurs et de discours qui naturalisent la subordination, notamment lorsque l'appel à une force externe censée « nettoyer » ou « sauver » l'Amérique du Sud nie la capacité collective de lecture critique de la réalité et d'action transformatrice, reproduisant ainsi, sur le plan symbolique et discursif, les structures historiques de la domination.

38 En interdisant la mémoire de la dictature civilo-militaire, ces énoncés produisent un silence idéologique qui dépolitise l'histoire et empêche de reconnaître la continuité entre autoritarisme, dépendance et violence d'État. Mobilisant la notion de *silence local* (*censure*), on comprend que la présence du drapeau des États-Unis et l'appel à une intervention externe fonctionnent par le jeu du dire et du non-dire, cherchant à rendre indicible la qualification des événements du 8 janvier 2023 comme tentative de coup d'État, tout en produisant des effets contradictoires de sens, comme l'illustre la revendication simultanée d'« amnistie maintenant » (Orlandi, 2002).

39 L'emploi du terme « coup d'État » pour désigner les événements du 8 janvier 2023 fonctionne comme un geste de résistance, en réactivant la mémoire discursive du passé autoritaire brésilien et en installant une tension entre les sens de « coup d'État » et d'« amnistie ». La tentative d'interdire cette nomination révèle un effort autoritaire de contrôle des interprétations qui, paradoxalement, échoue lorsque la revendication d'« amnistie maintenant » réintroduit dans le discours les sens mêmes que l'on cherche à faire taire.

40 On peut ainsi affirmer que la négation de la tentative de coup d'État relève d'un fonctionnement censurier visant à éviter des responsabilités juridiques et politiques, tout en révélant une relation antagonique qui déplace le discours vers la résistance. Comme le souligne Orlandi, « la censure est le symptôme qu'il peut y avoir là un autre sens. Dans la censure se trouve la résistance. Dans l'interdiction se trouve "l'autre" sens » (Orlandi, 2002, p. 121). Face à ce conflit discursif, l'énoncé « pas d'amnistie pour les putschistes » circule comme geste de contestation, reconfigurant les frontières entre le dicible et l'indicible dans le langage politique.

41 Rompre ce silence permet de préserver la mémoire historique et d'empêcher la répétition de pratiques autoritaires, en faisant signifier les événements comme une tentative de coup d'État et en évitant leur naturalisation. Les actes putschistes, marqués par le vandalisme et les attaques contre le patrimoine public, visaient à renverser un gouvernement démocratiquement élu et ont mis à l'épreuve la démocratie brésilienne. Par ailleurs, l'évocation des États-Unis comme force de « défense » a produit des effets politiques concrets, notamment des tentatives de pression sur les institutions brésiliennes, révélant de nouvelles formes de censure et de mise sous silence qui menacent la souveraineté démocratique du pays.

CONSIDÉRATIONS FINALES

42 Comme nous l'avons montré, les énoncés analysés à partir des réflexions sur la *culture du silence* et la *politique du silence* — comprenant la silenciation et le silence local (censure) — sont traversés par l'idéologie dominante qui cherche à effacer la matérialité de l'histoire. Cela s'explique par le fait que, dans le processus de colonisation, nous avons été interdits de dire, empêchés d'occuper certaines positions-sujets. La voix du colonisateur a imposé le silence, et ce silence nous a constitués, s'inscrivant durablement dans les relations sociales, politiques et symboliques de l'Amérique latine.

43 Il est cependant nécessaire de le rompre. Rompre le silence signifie disputer les sens, mettre le discours en mouvement, ouvrir un espace pour l'interprétation. Ainsi, cette recherche met en évidence que l'analyse des racines des processus de signification à partir du silence constitue une manière distincte de signifier l'histoire, visant avant tout à la décoloniser ; c'est-à-dire à repenser l'Amérique latine à partir de ses propres voix, de ses silences et de ses contradictions, en comprenant le silence non comme une absence, mais comme un lieu de conflit et de production de sens.

44 En articulant les contributions de Paulo Freire et d'Eni Orlandi, ce travail a cherché à montrer que le silence ne peut être réduit à une simple absence de parole, ni compris uniquement comme un effet secondaire de la domination, mais qu'il doit être pensé comme une dimension centrale de la vie politique et discursive en Amérique latine. Chez Freire, la culture du silence met en évidence la manière dont la

dépendance historique et l'oppression produisent des formes spécifiques de conscience, dans lesquelles la parole propre est interdite et la capacité d'intervenir dans le monde est déplacée vers l'extérieur. Chez Orlandi, la politique du silence permet de comprendre comment ce processus s'inscrit dans la matérialité discursive, en organisant le dicible et l'indicible par l'effacement des sens et par les interdictions localisées qui caractérisent la censure. Le silence n'est donc pas une lacune : il est un fonctionnement discursif qui structure les sens, les sujets et les mémoires.

45 Ce cadrage a rendu possible la compréhension du silence comme langage politique en Amérique latine, agissant sur la mémoire historique et sur la dispute des interprétations autour d'événements décisifs. Dans le cas brésilien, les discursivités qui nient la tentative de coup d'État du 8 janvier 2023, tout en revendiquant simultanément une « amnistie » pour les personnes impliquées, révèlent un fonctionnement contradictoire : on cherche à interdire la nomination de l'événement comme rupture institutionnelle, mais la demande même d'amnistie réinscrit, dans le fil du dire, la mémoire du crime que l'on tente d'effacer. Dans ce même mouvement, la circulation du drapeau des États-Unis lors d'actes politiques — en particulier lors des manifestations du 7 septembre 2025, dans le contexte des mobilisations postérieures au 8 janvier 2023 et marquées par des revendications d'amnistie — fonctionne comme un opérateur symbolique décisif de la culture du silence, en réaffirmant la dépendance et en mettant sous silence la mémoire des interventions états-uniennes dans l'histoire latino-américaine, notamment leur soutien à des régimes autoritaires. Il s'agit d'un geste discursif qui convoque des énoncés de protection et d'ordre, mais qui, ce faisant, déplace les sens de la souveraineté et dépolitise le passé, produisant un effacement idéologique qui affecte la possibilité même d'une interprétation critique de l'histoire.

46 Pour autant, l'analyse a également montré que le silence n'est jamais absolu. Comme nous l'avons souligné tout au long du texte, le silence est un espace de dispute : il organise les sens, mais expose aussi des fissures à travers lesquelles émergent des déplacements, des résistances et de nouvelles manières de dire. La circulation d'énoncés tels que « pas d'amnistie pour les putschistes » montre que, face à la tentative d'imposer une interprétation unique du réel, se constituent des

pratiques discursives qui réactivent la mémoire historique, remobilisent des sens interdits et réaffirment le politique comme champ de lutte pour les sens.

47 En synthèse, penser le silence en Amérique latine revient à penser la manière dont se structurent les discours nationaux, les hiérarchies symboliques et les conditions de production des énoncés portant sur qui peut parler, ce qui peut être dit et ce qui peut circuler. Rompre le silence ne signifie donc pas simplement parler davantage, mais disputer les évidences, dénaturaliser le discours politique dominant et faire circuler d'autres sens — condition fondamentale pour que l'Amérique latine se reconnaisse non comme objet, mais comme productrice de connaissances sur sa propre histoire.

BIBLIOGRAPHIE

Gaspari, Elio, *A ditadura envergonhada*, Rio de Janeiro, Intrínseca, 2014.

Freire, Paulo, *Pedagogia do oprimido*, Rio de Janeiro, Paz & Terra, 2024.

Freire, Paulo, *Conscientização*, São Paulo, Cortez, 2016.

Mignolo, Walter, *Geo-politics of knowledge and the colonial difference*, Theory, Culture & Society, vol. 26, nos 7-8, 2009, p. 1-23.

Mignolo, Walter, *Novas reflexões sobre a « ideia da América Latina ». A direita, a esquerda e a opção descolonial*, Caderno CRH, vol. 21, n° 53, Salvador, mai-août 2008, p. 239-252.

Orlandi, Eni Puccinelli, *As formas do silêncio. No movimento dos sentidos*, Campinas, Editora da Unicamp, 2023.

Orlandi, Eni Puccinelli, *Terra à vista. Discurso do confronto: Velho e Novo Mundo*, Campinas, Editora da Unicamp, 2008.

Quijano, Aníbal, *Colonialidade do poder, eurocentrismo e América Latina*, Buenos Aires, Clacso, 2005.

NOTES

1 Paulo Freire (1921–1997) fut l'un des chercheurs les plus influents du XXe siècle dans le domaine de l'éducation, reconnu internationalement pour sa proposition d'une pédagogie critique orientée vers la libération des opprimé·es. Son parcours intellectuel fut marqué par l'exil à la suite du coup

d'État civilo-militaire de 1964 au Brésil. Durant cette période, il exerça ses activités dans différents pays d'Amérique latine et du continent africain, fut professeur invité à l'Université Harvard, aux États-Unis, et développa des expériences décisives autour de sa méthode d'alphabétisation des adultes, ainsi que des projets d'éducation populaire articulant la lecture du mot et la lecture du monde.

2 Eni Orlandi est l'une des principales références brésiliennes dans les études du langage et la fondatrice, au Brésil, de la vertente de l'Analyse du Discours de tradition française. Diplômée en Lettres à la Faculdade de Filosofia, Ciências e Letras de Araraquara (1964), elle a obtenu son doctorat en linguistique à l'Universidade de São Paulo (USP) et à l'Université Paris 8 Vincennes–Saint-Denis (1976). Elle a été professeure à l'USP et à l'Universidade Estadual de Campinas (Unicamp). Autrice de plus de trente ouvrages dans le domaine, elle a reçu en 1993 le Prix Jabuti des Sciences humaines — principale distinction littéraire au Brésil, décernée par la Chambre brésilienne du livre — pour l'ouvrage *As formas do silêncio* (*Les formes du silence*), qui constitue une référence fondamentale pour la présente étude.

3 BBC Brasil, reportage du 2 octobre 2025, « O que pensam os que foram às ruas em defesa de Bolsonaro », *BBC News Brasil*. Disponible en ligne : https://www.bbc.com/portuguese/articles/cx2060gw437o (consulté le 2 octobre 2025).

RÉSUMÉS

Français

Penser le silence ne revient pas à traiter l'absence de parole comme simple déficit de communication, mais à interroger un mode de production de sens historiquement constitué, traversé par des rapports de pouvoir, de domination et de résistance. Loin d'être un vide neutre, le silence apparaît comme un opérateur central dans l'organisation des hiérarchies sociales et épistémiques qui marquent l'expérience latino-américaine depuis le processus colonial. Ce texte propose d'analyser le « silence » comme catégorie permettant de comprendre les relations symboliques et discursives au Brésil contemporain. Pour ce faire, il met en dialogue la notion freirienne de « culture du silence » — entendue comme effet historique de l'oppression qui empêche les sujets de dire et d'intervenir — et la notion d'« silence local (censure) » chez Orlandi, comprise comme dimension constitutive du discours par laquelle le pouvoir interdit, efface et réorganise le dicible. En articulant ces deux perspectives, l'article montre comment le silence fonctionne simultanément comme instrument de domination et comme espace

d'émergence de pratiques de résistance dans la scène politique brésilienne récente.

English

Thinking about silence does not mean treating the absence of speech as a mere communication deficit, but questioning a historically constituted mode of meaning production shaped by relations of power, domination and resistance. Far from being a neutral void, silence operates as a central device in the organisation of social and epistemic hierarchies that have marked Latin American experience since the colonial process. This article analyses silence as an analytical category for understanding symbolic and discursive relations in contemporary Brazil. It places in dialogue Paulo Freire's notion of a "culture of silence" — understood as a historical effect of oppression that prevents subjects from speaking and acting — and Eni Orlandi's concept of "local silence (censorship)", conceived as a constitutive dimension of discourse through which power prohibits, erases or reorganises what can be said. By articulating these perspectives, the article shows how silence functions simultaneously as an instrument of domination and as a space for the emergence of resistant practices within the recent Brazilian political scene.

Español

Pensar el silencio no implica tratar la ausencia de habla como un simple déficit de comunicación, sino interrogar un modo históricamente constituido de producción de sentido atravesado por relaciones de poder, dominación y resistencia. Lejos de ser un vacío neutro, el silencio opera como un dispositivo central en la organización de jerarquías sociales y epistémicas que marcan la experiencia latinoamericana desde el proceso colonial. Este artículo analiza el silencio como categoría analítica para comprender las relaciones simbólicas y discursivas en el Brasil contemporáneo. Para ello, pone en diálogo la noción freireana de "cultura del silencio" — entendida como efecto histórico de la opresión que impide a los sujetos decir e intervenir — con el concepto de "silencio local (censura)" en Orlandi, concebido como dimensión constitutiva del discurso mediante la cual el poder prohíbe, borra o reorganiza lo decible. Al articular ambas perspectivas, el texto muestra cómo el silencio funciona simultáneamente como instrumento de dominación y como espacio de emergencia de prácticas de resistencia en la escena política brasileña reciente.

INDEX

Mots-clés

Silence, Discours, Pouvoir, Amérique latine, Résistance

Keywords

Silence, Discourse, Power, Latin America, Resistance

Palabras claves
Silencio, Discurso, Poder, América Latina, Resistencia

AUTEURS

Lídia Ramires
Professeure associée, Université fédérale d'Alagoas (UFAL)Professeure associée à l'Université fédérale d'Alagoas (UFAL), au sein du cours de Journalisme, et enseignante permanente du Programme de troisième cycle en Lettres (PPGLL/UFAL). Elle est également professeure collaboratrice du Programme de troisième cycle en Communication de l'UFAL. Diplômée en Journalisme (UFAL), elle est titulaire d'un master et d'un doctorat en Linguistique (PPGLL/UFAL) et a réalisé un stage postdoctoral au Lerass — Laboratoire d'Études et de Recherches Appliquées en Sciences Sociales, à l'Université de Toulouse, dans le domaine de l'analyse du discours politique et des médias. Ses recherches portent sur les discours politiques, les pratiques médiatiques, les processus de légitimation, les dynamiques de polarisation dans l'espace public et la circulation digitale des affects. Elle participe au Gedon — Groupe d'Études en Discours et Ontologie (UFAL), au Réseau Nord-Est d'Études sur les Médias et le Sport (ReNEme) et au Lerass (Université de Toulouse). Elle a coordonné des travaux éditoriaux et institutionnels au sein de l'UFAL et publié des articles et chapitres consacrés aux discours de pouvoir et aux dynamiques politico-médiatiques contemporaines.

Helson Flávio da Silva Sobrinho
Professeur associé, Université fédérale d'Alagoas (UFAL)Docteur en Lettres et Linguistique par l'Université fédérale d'Alagoas (UFAL, 2006), avec un stage doctoral au sein de l'Institut d'Études de la Langue (IEL) et de l'Institut de Philosophie et de Sciences Humaines (IFCH) de l'UNICAMP. Titulaire d'une licence en Sciences sociales (UFAL, 2002). Professeur d'analyse du discours, de sémantique, de théorie linguistique, de lecture et production écrite en portugais et de profession enseignante à la Faculté de Lettres de l'UFAL, où il intervient en formation initiale et continue des enseignants. Il est membre permanent du Programme de troisième cycle en Linguistique et Littérature (PPGLL) et du Master professionnel en Lettres (Profletras/UFAL), où il enseigne, mène des recherches et encadre des mémoires, des thèses, des travaux de fin d'études, des projets d'initiation scientifique et des stages postdoctoraux. Ses recherches se situent à l'interface de l'analyse du discours, de la linguistique énonciative et des études sur les pratiques de lecture et d'écriture, avec un intérêt particulier pour les processus d'interprétation, les dispositifs d'argumentation et les politiques linguistiques éducatives.